


Etats-Unis-environnement. «Mettre la production d'énergie sous contrôle public»

 alencontre.org/ameriques/americornord/usa/etats-unis-environnement-mettre-la-production-denergie-sous-controle-public.html



Par Johanna Bozuwa

Un an après qu'une ligne électrique à haute tension, mal entretenue par Pacific Gas & Electric (PG&E), a déclenché un incendie, qui a ravagé le nord de la Californie [14'000 maisons détruites et 86 personnes tuées], le sénateur Bernie Sanders, candidat à la présidence, s'est rendu jeudi dans la municipalité de Chico, en Californie. Ville où de nombreuses personnes ayant fui le feu ont trouvé un nouveau domicile, avec les difficultés qui en découlent.

Sanders a tenu une assemblée publique le jour même où il a publié un nouveau plan sur le climat, dans lequel il a déclaré que l'époque des services publics appartenant à des investisseurs – avec leurs tendances à sous-investir dans le réseau électrique et à doubler leur consommation de combustibles fossiles – doit prendre fin. [[Voir sur ce site, en date du 23 août, les points essentiels de son Green New Deal Plan](#)]

Il a raison: il est temps de prendre massivement le contrôle public du réseau électrique national. Les entreprises à but lucratif qui régissent notre système énergétique n'ont montré aucun signe significatif dans leur volonté de transformer notre système énergétique. Elles s'intéressent beaucoup plus aux dividendes versés aux actionnaires et au *statu quo ante*. Ensemble, les services à but lucratif et les entreprises de combustibles fossiles ont créé de puissantes machines politico-économiques à travers le pays pour consolider le statu quo de l'extraction et de l'extorsion. En revanche, la propriété publique démocratique de notre système énergétique pourrait donner la priorité à des gains pour la collectivité plutôt qu'aux profits, ouvrant ainsi la voie à un système énergétique juste et équitable.

«Nous mettrons fin à la cupidité dans notre système énergétique», affirme le plan climatique de Sanders. «L'énergie renouvelable produite par le Green New Deal relèvera de la propriété publique.»

Son plan arrive au moment où les campagnes portant sur la propriété de l'énergie publique se mobilisent à travers le pays. Le mouvement californien a pris son envol après que la plus grande entreprise de services à but lucratif de l'Etat, PG&E, a demandé un renflouement suite au fait que l'incendie força l'entreprise à déclarer faillite sous le poids des poursuites en responsabilité. Les collectivités de tout l'Etat exigent maintenant la propriété publique, et la ville natale de la compagnie, San Francisco, a commencé à examiner la question de sa municipalisation.

A New York, au milieu d'une vague de chaleur en juillet, Con Edison [une des plus grandes sociétés par actions du secteur de l'énergie aux Etats-Unis] a sacrifié les communautés de couleur à faible revenu de Brooklyn en coupant leur électricité pour éviter une panne de courant plus importante. Les habitants ont réagi avec indignation, et le maire Bill de Blasio, un autre candidat à la présidence, a appelé à se défaire de la compagnie en faveur de la propriété publique.

Le berceau du monopole d'un service public à but lucratif, Chicago, vient d'initier une étude pour étudier la faisabilité de la reprise de Commonwealth Edison [plus grand pourvoyeur d'électricité de l'Illinois] après des années de hausse des tarifs et d'inaction dans le domaine du changement climatique. Le conseiller municipal Carlos Ramirez-Rosa a déclaré que «grâce à la municipalisation, Chicago pourrait accélérer la décarbonisation et mettre en œuvre une structure tarifaire progressive qui assure de meilleurs tarifs pour les travailleurs de Chicago».

Au cours des derniers mois, de nombreux candidats démocrates à la présidence se sont prononcés en faveur de la démocratisation de notre système énergétique. Le gouverneur de l'Etat de Washington, Jay Inslee (qui s'est désisté cette semaine pour se présenter à nouveau comme gouverneur), a centré une grande partie de son plan en faveur d'une économie fondée sur l'énergie propre et sur les énergies renouvelables appartenant à la communauté et dirigées par celle-ci. Et Julian Castro – l'ancien maire de San Antonio, où se trouve l'un des services publics les plus progressistes – a exprimé son soutien aux politiques qui permettent au public de mettre en place des services publics démocratiques non seulement pour l'électricité mais aussi pour les services Internet et l'eau.

Mais Bernie Sanders a exprimé le soutien le plus direct en faveur d'une entité publique et de contrôle public à 100%. Cette exigence est fondamentale pour son plan climatique. Contrairement à d'autres propositions à ce jour, le plan de Sanders s'engage explicitement à utiliser les fonds publics pour un ensemble de mesures, refusant de laisser ladite transition écologique aux investisseurs privés qui, jusqu'à présent, ont laissé tomber la population. Ce faisant, la proposition du Green New Deal garantit également que les gains de diverses initiatives ne disparaissent pas dans les poches de milliardaires comme Elon Musk [patron de Tesla, Paypal, Solarcity...], mais qu'ils soient orientés vers

une société plus équitable. Les projets financés par l'Etat, lorsqu'ils sont structurés de manière à ce que les collectivités aient leur mot à dire dans les types de projets et d'emplois qu'ils créent, ont aussi le potentiel d'être plus responsables. Ils peuvent aussi donner la priorité pour des collectivités marginalisées à l'accès à des emplois publics syndiqués et bien rémunérés et respecter les droits des collectivités où cette nouvelle infrastructure est construite.

Le plan de Sanders prévoit d'exploiter et d'étendre les quatre administrations opérant à l'échelle fédérale: les Power Marketing Administrations (PMAs) et la Tennessee Valley Authority (TVA), déjà en activité, ainsi que de créer une cinquième PMA afin de développer les énergies renouvelables. Son plan injecterait 1,52 billion de dollars dans l'expansion de l'énergie renouvelable et 852 milliards de dollars dans le stockage de l'énergie, en travaillant particulièrement avec les services publics ou coopératifs. D'ici à 2035, ce plan permettrait essentiellement de décloisonner la production énergétique par l'entremise des autorités fédérales. Contrairement à la TVA du passé [créée en 1933], conçue en grande partie pour les hommes blancs à la recherche d'un emploi dans le Sud, l'ensemble du plan est basé sur les Principes de justice environnementale de Jemez [un plan élaboré dès 1996 intitulé: *Jemez Principles for Democratic Organizing*] qui mettent l'accent sur l'organisation de bas en haut et la participation de tous aux prises de décisions.

Au niveau des municipalités, des districts et des Etats, Sanders s'engage explicitement à soutenir la croissance des services publics et des coopératives. Déjà, les services publics et coopératifs desservent 49 millions de personnes aux Etats-Unis, à moindre coût et avec un service généralement plus fiable. En fait, tout l'Etat du Nebraska fonctionne avec un service public d'électricité depuis que l'Etat a expulsé la compagnie à but lucratif dans les années 1940 en raison de ses tarifs marqués par l'extorsion des consommateurs. Contrairement à leurs homologues à but lucratif, ces entités doivent en fin de compte rendre des comptes au public et tous les profits sont réinvestis dans les écoles, les parcs et les services publics de la collectivité. Ce plan aiderait ce secteur à étendre sa portée et à investir davantage dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et bien plus encore.

Le plan de Sanders prévoit de fournir également une aide expresse aux Etats et aux municipalités afin qu'ils puissent créer leurs propres services publics démocratiques qui soient motivés par l'intérêt public et un avenir respectueux au plan climatique. Cela pourrait être essentiel pour des régions comme New York ou Chicago qui entament le processus de prise en charge de leurs services en cherchant des conseils et de l'expertise tout au long de ce processus. En faisant en sorte que les services publics d'énergie deviennent la propriété de l'Etat, nous pouvons catalyser le déploiement de l'énergie renouvelable tout en redistribuant la richesse et l'électricité.



Les éléments de la proposition de Sanders sont similaires à une proposition pour une Community Ownweship of Power Administration qui a été co-crée par *The Democracy Collaborative* (où je travaille) et des groupes énergétiques locaux.

Les plans de Sanders pour la propriété publique ne s'arrêtent pas à l'électricité. Il affecterait également des fonds à l'augmentation massive des projets publics à large bande pour permettre aux gens d'accéder à un nouveau bien public nécessaire: l'Internet. On estime que 19 millions de personnes, situées pour la plupart dans les zones rurales d'Amérique, n'ont toujours pas accès au haut débit. Il offre une vision pour des systèmes de transport en commun locaux intégrés et efficaces avec des connexions ferroviaires à grande vitesse. Il souligne l'importance de construire des logements publics de haute qualité, à faible empreinte carbone, ainsi que de rénover les maisons déjà existantes pour mettre fin à la pauvreté énergétique. Le plan de Sanders rétablit le Civilian Conservation Corps (CCC) pour restaurer nos terres publiques [il s'agit du Corps civil de protection de l'environnement devant lutter contre l'érosion, les inondations, etc., créé en 1933 et dissous en 1942, il avait aussi pour but d'embaucher des jeunes chômeurs]. Le plan investit beaucoup plus dans les organismes publics de développement régional comme la Commission régionale des Appalaches. Il crée même des espaces pour les épiceries coopératives afin de faciliter l'agriculture locale afin qu'elle ne soit pas prise en otage par des monopoles comme Monsanto.

Sanders n'est pas le seul à réclamer plus de propriété publique. La sénatrice Elizabeth Warren a des plans tout aussi audacieux pour des services comme les services internet à large bande, et Warren et la sénatrice Cory Booker ont aussi fait référence au Civilian Conservation Corps comme modèle. Toutefois, la proposition de Green New Deal de Sanders est la seule à s'être engagée à offrir un financement et des programmes publics complets.

L'avenir doit être public. Il doit répondre aux principes de justice environnementale. Il est démocratique. Il est «démarchandisé». Le plan de M. Sanders est le dernier en date à établir les normes d'une nouvelle économie favorisant la transition vers l'énergie verte. Nous avons appris depuis longtemps que les intérêts privés ne résoudreont pas le problème du climat et de la justice en même temps. Le changement devra venir de personnes unies et autonomes. Aujourd'hui, cette prise de conscience est fermement inscrite à l'ordre du jour politique du débat présidentiel. (Article publié le 22 août 2019

dans *In These Times*, publication lancée en 1976 par James Weinstein, à laquelle ont adhéré des intellectuels tels E.P. Thomson, Noam Chomsky, Barbara Ehrenreich; traduction rédaction *A l'Encontre*)

Johanna Bozuwa est engagée dans la recherche auprès de Democracy Collaborative et consacre son travail sur la rupture avec une économie fossile avec une dimension de «démocratie énergétique».